



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 445 du 4 septembre 2026

Dette et spéculation, les classes dominantes ruinent la société...

Vendredi 28, l'Insee publiait ses statistiques sur la croissance en France pour le premier semestre 2026. Prévu initialement à 0,1 % de hausse, le PIB a chuté de 0,2 % au premier trimestre et stagné au second, 0 % au lieu des + 0,2 % anticipés. « *Les nuages s'amoncellent sur l'économie française* », titrait *Le Monde*, « *la croissance est en panne, l'inflation progresse, le pouvoir d'achat recule et l'emploi est déprimé* »...

Un constat qui fait le bilan de l'échec des prétentions de Macron, alors que la question de la dette de l'Etat revient sur le tapis. Elle ne cesse de croître et devrait dépasser 3600 milliards d'euros pour l'année, 118,2 % du PIB. Ses taux d'intérêt s'envolent. Alors que les emprunts à 10 ans se faisaient à taux zéro voire négatif en 2020, celui-ci dépasse aujourd'hui 4,2 %. Cela se traduit par une forte augmentation des intérêts payés chaque année. De 56,7 milliards en 2025, la charge de la dette devrait atteindre 77,4 milliards en 2026 ; elle a augmenté de 14 % sur un an, doublé depuis 2020.

C'est dans ce contexte que le gouvernement prépare le projet de budget 2027, avec toujours le même objectif : poursuivre les offensives contre la population, le monde du travail tout en garantissant la pérennité des profits des plus riches. La situation économique calamiteuse serait, selon le ministre de l'Économie et des Finances Lescure, le « *premier impact concret de l'été horrible qu'on a vécu* », « *impact absolument terrifiant, énorme* »... Certes, mais à qui en revient la responsabilité ? Par leur soutien sans réserve aux politiques de prédation et de destruction de l'environnement par le capital, les gouvernements qui se sont succédé à la tête de l'État depuis des décennies ont tous leur responsabilité dans l'avènement de ces catastrophes. Tout comme ils portent la responsabilité du manque de moyens que leur réclament les pompiers depuis des années, plus généralement des « *arbitrages budgétaires* », comme ils disent, qui vident les services publics de leurs moyens pour assurer les profits d'une minorité. Et tant pis si ces politiques ont l'effet inverse de ce qu'elles prétendent faire, contribuant à aggraver le mal qu'elles disent combattre à seule fin de satisfaire les actionnaires du CAC40, les desiderata du Medef.

Ce dernier avait convoqué les « *grands candidats* » déjà déclarés à son université d'été afin qu'ils présentent leur programme. De Retailleau à Tondelier en passant par Phi-

lippe, Attal et Glucksman, c'est la continuité, aggravée, des politiques passées. Pour Le Pen, tout en gardant le cap sur la retraite à 62 ans, question de crédibilité pour son électorat populaire, il s'agissait de montrer son allégeance au patronat, la promesse implicite de continuer en l'aggravant, la politique de régression sociale et démocratique qui ruine la société et la conduit à la faillite.

Etat de faillite qui est en fait celui de l'ensemble de l'économie mondiale, du capitalisme financiarisé mondialisé, comme l'indiquent les objectifs que s'était fixé le G20 finances qui s'est réuni ce début de semaine aux États-Unis : discuter, selon l'un de ses « *régulateurs financiers* », « *des moyens de doper la croissance, de la dérégulation et de la résorption des « déséquilibres » dans les échanges commerciaux* » tout en soulignant que « *le recours croissant à l'endettement risque d'amplifier une future correction des marchés* ». Un bel euphémisme pour signifier que le monde marche vers un effondrement financier et économique que tous savent inévitable et face auquel ils se savent impuissants. Impuissance qui trouve son exutoire dans la politique aussi brutale qu'erratique de Trump, politique de rapine et de guerre, de la loi du plus fort, et n'a pour conséquence, en plus des massacres et des destructions aveugles, que d'aggraver la situation économique et financière, de précipiter les échéances. Tout comme, à un autre niveau, dans la politique de Lecornu & cie...

Dette, inflation, hausse des taux, spéculation...

Les USA, où la crise économique et financière s'aggrave à grands pas, sont aux premières loges. La dette de l'Etat vient de franchir 40 000 milliards de dollars. Elle a plus que doublé en 10 ans, augmentant de 3 000 milliards en 2025, creusée par les aides massives aux entreprises, les cadeaux fiscaux aux plus riches, le financement des dépenses militaires. Mais aussi les intérêts de cette dette, 1000 milliards cette année, plus que le budget militaire, 1/5ème des recettes de l'État. La charge de la dette progresse d'autant plus vite que les taux d'intérêt imposés par les marchés viennent d'exploser. Ceux des emprunts à 30 ans, qui servent de référence, ont ainsi dépassé 5,3 %, un niveau jamais vu depuis 2007.

Le secrétaire au Trésor, Scott Bessent, a tenté de calmer la hausse des taux en rachetant une partie de ces emprunts,

sans succès. Quant à la banque centrale, la Fed, qui pourrait agir en baissant ses propres taux directeurs comme le demande Trump, elle devrait au contraire les augmenter pour freiner l'inflation qui reste élevée, à 3,7 %, réduisant le pouvoir d'achat de la grande majorité de la population, accentuant le mécontentement social.

Aux Etats-Unis, comme en France et bien au-delà, une « spirale de la dette » s'est installée, où tous les facteurs se renforcent mutuellement et conduisent droit dans le mur.

Cette fuite en avant dans l'endettement frappe aussi de nombreuses entreprises, confrontées à des degrés divers au ralentissement économique, à l'inflation des prix des matières premières et de l'énergie, encore accentuée, en plus des conséquences du blocage du détroit d'Ormuz, par celles des dérèglements climatiques, tandis que le pouvoir d'achat de leurs clients potentiels se dégrade. Les faillites d'entreprises se multiplient. Elles ont augmenté de 12 % au premier semestre 2026 aux Etats-Unis et dépassé 70 000 en France, en hausse de 4,2 %, sur les 12 derniers mois, entraînant des dizaines de milliers de suppressions d'emploi. Cela se répercute sur le secteur du crédit, en particulier celui dit « à risque », à qui chacune des faillites de ses créanciers fait perdre sa mise et le menace à son tour de faillite.

Le contraste est criant entre une situation économique globalement en berne et la santé insolente affichée par les grandes entreprises multinationales aussi bien par leur capitalisation boursière et la fortune de leurs dirigeants, que par les milliards qu'ils reversent à leurs actionnaires, en dividendes ou rachats d'actions. Pour ne prendre qu'un exemple, Vinci, qui a réalisé au premier semestre un chiffre d'affaires de 35,6 milliards d'euros, en hausse de 2 %, va verser cette année 2,94 milliards de dividendes à ses actionnaires à qui il offre en outre une augmentation de la valeur de leurs actions en rachetant lui-même. En 2025, les groupes du CAC40 ont reversé 107,5 milliards d'euros à leurs actionnaires, 72,8 milliards de dividendes et 34,8 milliards de rachats d'actions.

Cette rente actionnariale est par ailleurs nourrie par les cadeaux des États (270 milliards par an...), une fiscalité sur mesure, et pour certains, par le privilège d'une position de monopole qui leur permet d'imposer leurs prix indépendamment de la prétendue régulation des marchés. C'est en particulier ce qu'il se passe actuellement avec la flambée des marges des raffineurs produisant du diesel. Selon *Les Echos*, sous couvert de s'adapter aux conséquences du blocage du détroit d'Ormuz, ils ont augmenté leurs prix au point que leur marge serait passée de 10 % à jusqu'à 40 % du prix final du produit raffiné, une hausse supérieure à celle du brut lui-même !

L'IA générative, au cœur de la fuite en avant vers le krach

Aux Etats-Unis, Wall Street est soumise à la domination écrasante des « géants de la tech », GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) plus Nvidia et Tesla, qui représentent ensemble jusqu'à 35 % de l'indice

S&P500. Les capitalisations boursières des GAFAM ont été tout d'abord portées par la rente sonnante et trébuchante assurée à leurs actionnaires, principalement sous forme de rachat d'actions. Depuis fin 2020, ces cinq entreprises ont dépensé plus de 1 100 milliards de dollars pour racheter leurs actions, dont le nombre a diminué globalement de 7 % augmentant d'autant leur valeur respective. A cela est venu s'ajouter l'espoir des profits mirifiques promis par les oracles de l'IA générative. Depuis le lancement de Chat GPT, en novembre 2022, la capitalisation boursière globale des GAFAM a augmenté de 340 %. NVIDIA, nouvelle venue grâce à l'immense marché ouvert pour ses puces, a pris la tête avec plus de 5 000 milliards de capitalisation.

L'entrée dans la « guerre de l'IA » a entraîné des besoins de plus en plus gigantesques de financement. Cela s'est traduit par une diminution des rachats d'actions, mais aussi par une explosion de l'endettement des « 7 magnifiques » qui jusque-là finançaient leurs projets sur leurs profits, largement excédentaires. Entre le début de l'année et début juillet, Amazon, Google, Facebook et Oracle ont émis près de 194 milliards de dollars d'obligations, 79 % de plus qu'en 2025. Goldman Sachs estime que les « 7 magnifiques » pourraient émettre environ 250 milliards d'obligations cette année, puis 400 milliards en 2027. Tout cela dans l'espoir que le développement de l'IA tienne ses promesses et assure le retour sur investissement. Ce qui est tout sauf garanti...

Le mélémélo qui entoure le terme « IA », utilisé sans la moindre distinction pour désigner des choses différentes, vise à créer un brouillard favorable à toutes les spéculations, aussi bien intellectuelles que financières.

Il y a de fait d'innombrables applications qui relèvent de la définition d'intelligence artificielle, en tant que catégorie particulière des applications informatiques. Des IA sont utilisées dans l'imagerie médicale, pour aider par exemple à la détection de métastases. D'autres sont intégrés dans les modèles de prévision météo. Sans oublier celles mises en œuvre par Thalès & cie dans les systèmes d'armement, celles destinées au flicage des foules dangereuses... la liste est en réalité très longue.

Celle qui occupe actuellement le devant de la scène médiatique et... spéculative, mobilise des investissements énormes et aggrave en mode accéléré la course à un krach financier est l'« intelligence artificielle générative » dont la spécificité est de « générer » du « contenu » (texte, image, vidéo) en réponse aux requêtes, écrites, graphique ou orales, d'un opérateur humain.

Le fonctionnement et le développement de cette branche spécifique de l'IA repose sur l'association de plusieurs comparses constituant des « écosystèmes » dont le principal, fortement dominant, se trouve aux Etats-Unis. Au centre se trouvent les start-ups de l'IA générative, au premier plan desquelles OpenAI et Anthropic. Elles assurent le développement de modèles d'IA générative qu'elles proposent moyennant finance aux entreprises comme aux particuliers.

Ensuite, en lien étroit avec les premières, se trouvent les géants de la tech, principalement les « hyperscalers » Microsoft, Amazon et Google, qui leur fournissent la structure matérielle nécessaire (cloud, centres de calculs et de données, réseaux), non sans développer et mettre en œuvre leurs propres modèles d'IA générative. Ce sont eux qui assurent le développement des infrastructures, pour des montants d'investissements qui devraient dépasser 400 milliards de dollars cette année, 700 milliards l'année prochaine.

Ces milliards reviennent au troisième larron, les entreprises qui réalisent les infrastructures et fournissent le matériel informatique, l'énergie nécessaire, etc., au premier rang desquelles se trouve NVIDIA.

Fonds d'investissements, banques, investisseurs privés assurent les flux de capitaux nécessaires aux start-ups de l'IA générative, qui sont très loin de dégager des profits, comme aux « hyperscalers » dont les fonds propres ne suffisent plus.

Et enfin les utilisateurs finaux de l'IA générative, particuliers mais surtout entreprises, sans la « demande solvable » desquels la boucle économique ne peut se fermer.

Or tout le problème est là. La demande de l'IA générative est loin d'atteindre l'ampleur que laisse supposer celle des investissements projetés et il n'y a aucune raison de penser que la tendance puisse s'inverser. L'IA générative ne peut en réalité apporter que des gains de productivité faibles aux entreprises en général, sauf cas particulier de celles dont le métier est de manipuler de l'information ou de produire des fictions (presse, cinéma, télé...).

Une immense bulle spéculative s'est constituée, qui ne cesse de gonfler et menace d'effondrement l'ensemble du mécano. Et, bien au-delà, de se répercuter à une bonne partie de l'économie mondiale, surtout occidentale. Les hyperscalers US, par le quasi-monopole mondial qu'ils détiennent sur les réseaux, les logiciels et les services de cloud utilisés par la grande majorité des entreprises, exercent non seulement sur elles un pouvoir sans précédent mais les exposent aussi aux conséquences économiques et financières catastrophiques qui résulteraient de leur propre faillite.

Mais, comme l'écrit Martine Orange¹, « *tant que l'orchestre joue, il faut continuer à danser* ». Et la spéculation bat son plein, jusqu'à 64 milliards de titres concernant « l'IA » sont échangés chaque jour. Les investisseurs « *ne veulent surtout pas manquer l'opportunité de gains faciles, même si c'est la dernière fois, persuadés qu'ils sauront se retirer à temps si cela tourne mal* » ...

Pour un « cloud souverain » ?

Face au monopole US sur l'IA générative, les autres puissances occidentales défendent une politique de « cloud souverain ». Il s'agit de développer des centres de données et de calcul, de mettre en avant et de soutenir les

champions nationaux de l'IA générative... Il y a fort à parier que ce type d'opération connaisse le même sort que les velléités de réindustrialisation diverses, style France 2030. Mais non sans procurer de juteux profits à d'autres « champions nationaux » comme Vinci, qui est devenu leader de la construction de data centers en Europe (hors équipements informatiques). Selon son patron, les prises de commandes concernant la construction de centres de calcul et de données se sont élevées à 900 millions d'euros au premier semestre, et ce ne serait qu'un début : « *Des négociations sont en cours avec les Gafam. Le meilleur est à venir !* ».

Il y a certainement de juteuses perspectives de croissance des profits pour une minorité... dans une course folle qui conduit l'ensemble de la société droit dans le mur.

Cette « course à l'IA » est un des aspects de la fuite en avant fébrile et destructrice à laquelle se livrent les classes dirigeantes et leurs serviteurs politiques dans le vain espoir de retourner la tendance, relancer la croissance. Ils ne veulent (ou ne peuvent) pas comprendre que les fondements de la sénilité du capitalisme financiarisé mondialisé sont à chercher dans l'épuisement de la productivité du travail, qui résulte d'un long processus historique de remplacement du travail humain, le seul qui produit des richesses nouvelles, par des machines de plus en plus automatisées. L'IA, générative ou pas, s'inscrit dans ce processus et ne peut être qu'un facteur aggravant de la marche à la faillite du capitalisme. De cet épuisement irréversible de la productivité du travail résultent l'envolée de la spéculation financière et le creusement exponentiel de l'endettement public et privé, la marche à la stagflation, à l'exacerbation de la guerre sociale et de la guerre commerciale, de la guerre tout court. Avec comme corollaires l'explosion du taux d'exploitation des travailleurs et des régressions démocratiques ; l'épuisement des ressources naturelles et les destructions de l'environnement et des équilibres économiques, dont les canicules, les mégafeux et catastrophes géologiques de cet été sont l'illustration.

C'est, en direct, le scénario de la destruction du capitalisme par lui-même, son étouffement sous le poids de l'aggravation de ses contradictions et des politiques qui le servent.

La lutte contre les conséquences de la faillite capitaliste ou la nécessaire intervention du prolétariat pour contrôler et planifier l'économie

La dégradation de la situation économique se traduit par un recul continu des conditions de vie des travailleurs, de la population, qui est patente en cette rentrée et ne peut que s'aggraver. Alors qu'elle était de 0,3 % sur un an en janvier, l'inflation atteignait 2,1 % en juillet, avant que le gaz n'augmente de 5,6 % ce 1^{er} septembre et que se répercutent les augmentations de prix de la nourriture, conséquences de la canicule. Avant aussi que se mettent en place les mesures d'austérité que le gouvernement tri-

¹<https://www.mediapart.fr/journal/economie-et-social/160826/bulle-ia-tant-que-l-orchestre-joue>

cote dans son projet de budget. A l'ordre du jour, le blocage des salaires de la fonction publique, le déremboursement de médicaments, la suppression de l'indexation des retraites sur le coût de la vie, etc. Tous les budgets de services publics « non régaliens », dont la santé et l'éducation, seront rabotés. Au profit de ceux de l'armée (dont le budget vient de recevoir ce mois d'août une rallonge de 36 milliards sur les 4 ans à venir...) et de la police. Ou encore du financement de projets dit « souverains », à l'instar de la floraison de centres de données, au profit des Vinci & cie.

Seul parmi les autres candidat-es participant à l'oral du Medef, Mélenchon a porté un programme s'opposant à cette dégradation sociale, incitant les patrons à augmenter les salaires, condition de relancer l'économie, promettant aussi de prendre -un peu- sur les grandes fortunes et d'annuler 18 % de la dette publique pour combler les déficits publics.

Mais de telles mesures, se refusant à rompre avec le carcan capitaliste, inacceptables pour un capital au abois, impuissantes à mettre un coup d'arrêt à sa marche à la faillite dans laquelle il entraîne toute la société, sont un leurre. Seule l'intervention des travailleur-es, par leurs mobilisations, leur organisation démocratique, peut mettre un terme à cette marche au chaos en s'engageant dans la seule voie possible, la prise de contrôle de la société par celles et ceux qui la font vivre, qui produisent collectivement tout ce qui est nécessaire à la vie de toutes et tous. Si l'été des mégafeux et des canicules a produit de multiples ravages, il a aussi mis en évidence l'opposition profonde entre l'incurie et l'impuissance des pouvoirs publics et la capacité de solidarité, d'initiative et d'organisation

dont ont fait preuve les populations, dans le soutien aux pompiers, l'accueil des personnes déplacées, etc.

C'est la démonstration, qu'alors que « ceux d'en haut » ont montré leur incurie et leur parasitisme, il y a bien une solution : prendre nous-mêmes, collectivement, les choses en mains, pour contrôler l'économie, la planifier afin qu'elle produise les biens nécessaires à satisfaire les besoins de chacun, dans le respect des ressources et de la nature.

En mettant au centre des débats « l'économie » ainsi que le disent médias et autres commentateurs, leur campagne présidentielle pose la question, de fait, de l'avenir de la société. Ce qu'ils appellent l'économie est en réalité, dans cette société, la gestion du rapport entre le capital et le travail, le capital et la nature, en fonction des intérêts d'une minorité parasite et prédatrice.

Notre campagne politique est à l'opposé. Elle discute des intérêts et perspectives du monde du travail dans la lutte de classe mondialisée contre les milliardaires, des moyens des classes exploitées de conquérir la démocratie, le pouvoir, pour constituer leurs propres assemblées ouvrières et populaires, démocratiques et révolutionnaires pour organiser, diriger, contrôler collectivement la marche de la société pour satisfaire les besoins des populations, par-delà les frontières.

Notre politique économique, c'est nos luttes. Les mobilisations de cette rentrée en constituent un rendez-vous important pour changer le rapport de force, c'est-à-dire formuler ensemble une perspective collective pour enrayer la catastrophe en cours.

Daniel Minvielle